

Ils rajeunissent !

Un couple heureux

Qui ne connaît, à Aubagne, M^{lle} et M^l J. ? Leur mariage prémonstrateur il y a trois ans, tous deux souffrant de rhumatismes, M^{lle} J., en plus, se plaignait beaucoup de constipation. On ne les voyait jamais rire. Puis, soudain, quelle transformation ! Tous leurs douleurs ont disparu. Ils ont retrouvé leurs gaietés. On leur demandait dix ans de moins. Quand on leur demande ce qu'ils ont fait, M^{lle} J. répond : « Si nous nous portions si bien, si nous avons rajeuni, c'est grâce aux Sels Kruschen. »

C'est une vraie recette, de santé que Kruschen. Cette combinaison de sels minéraux obtient de tous vos organes (foie, reins, intestins) un fonctionnement normal, et régulier, éliminant ainsi toute constipation. Kruschen vous débarrasse aussi des poisons et toxines qui agitent votre système, provoquent les rhumatismes et mille autres maux. Vous avez redécouvert pur et vite une merveilleuse sensation de vigueur et de bien-être vous envahit. Vous êtes rajeuni ! Vous vivez 100 pour 100. Toutes pharmacies à 6 fr. 25, 12 fr. 25 et 20 francs.

LES ÉVÉNEMENTS D'EXTRÊME-ORIENT

Des francs tireurs chinois seraient à 20 km. de Pékin

Changhaï, 4. — Selon des informations de source chinoise, des groupes de francs tireurs et de communistes chinois se seraient avancés jusqu'à une vingtaine de kilomètres de Pékin.

Four points Marco Polo ont été tirés les premiers coups de fusils de la guerre, en juillet de l'année dernière, est actuellement l'objet de vifs combats.

Un autre détachement serait parvenu à Feng Tai, ville située au sud de Pékin, sur le chemin de fer Pékin-Tientsin.

Des communistes et des espions chinois arrêtés à Changhaï

Tokio, 8. — De l'agence Domei : Selon le Asahi Shimbun, les autorités japonaises de Changhaï auraient arrêté dix-huit communistes et de nombreux espions chinois.

Parmi les espions se trouveraient de nombreux russes et des femmes chinoises qui se seraient introduites en fraude à Changhaï, afin de causer des troubles à l'arrière du front.

Comment le père Fourré missionnaire français fut assassiné par les nippons

Changhaï, 8. — Voici des détails sur l'assassinat par des soldats japonais, à Chang-Lo, dans la province du Chang-tou, du Père Fourré, missionnaire français.

Le père Fourré fut tué parce qu'il voulait protéger des religieuses chinoises dont le couvent était envahi par des soldats nippons, alors que des dépêches de source japonaise disent que le Père Fourré fut tué par des policiers parce qu'il aurait tiré sur eux afin d'empêcher que sa mission fut l'objet de perquisitions.

Outre le Père Fourré, les soldats nippons ont tué son domestique chinois, trois sœurs franciscaines chinoises, deux novices chinoises et un chrétien chinois. Malgré cette exécution générale, il resta des témoins qui firent un rapport. Tous les cadavres furent brûlés.

AUDITOL DU DOCTEUR MAURAT

Quelques gouttes d'AUDITOL sur un tampon d'ouate introduit dans l'oreille améliorent en quelques instants les surdités même anciennes.

La Pharmacie Centrale, 45, rue de Valenciennes, Paris.

EN PALESTINE LES ÉCHAUFFOURÉES TERRORISTES SE MULTIPLIENT

Plusieurs tués

Jérusalem, 8. — Les échauffourées terroristes se multiplient autour des colonies juives et des campements militaires. On signale plusieurs tués.

Un important dépôt d'armes a été découvert dans la région de Utkarem.

La femme est énergique

seules ses souffrances l'abattent ?

On parle de l'énergie masculine, mais celle de la femme, c'est qui fait tout à la maison, et lorsqu'elle travaille au dehors, travaille double, et elle est simplement admirable. Evidemment, rien ne vous arrête, Madame, quand vous êtes en bonne santé.

Que de fois vous n'avez pas sans ces migraines, ces bouffées de chaleur, ces règles douloureuses qui vous immobilisent ou, pour le moins, vous épuisent, vous rendant irritables de longs jours chaque mois ?

Voulez-vous vous retrouver vous-même et toute rajeunie ?

Des fois de temps en temps, prenez du MARTONIC, cet extrait d'algue à base d'iode, de sels minéraux et de vitamines. Suffisant ! C'est la première le mieux va s'accoutant. Toutes pharmacies.

MARTONIC le tonique extrait de la mer

L'UNE DES VICTIMES DE L'ACCIDENT DE BROOKLANDS A SUCCOMBÉ

Londres, 8. — Miss Peggy Williams, une des victimes de l'accident survenu lors de la course automobile de Brooklands, a succombé à ses blessures pendant la nuit à l'hôpital de Weybridge.

LE CAUCHEMAR D'UNE DIGESTION PÉNIBLE

MAGNÉSIE BISMUTHÉE SCOTT

Exigez bien le nom de SCOTT seul fabricant.

MANGÉZ CE QUI VOUS PLAÎT, MAIS FÉVÉZ-LE.

MAGNÉSIE BISMUTHÉE SCOTT

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE en 1937

Par rapport à 1929, on a vu le GRAND SAUT de la production industrielle en 1937. Le niveau de 1929 est dépassé en 1937 de 2%.

Le dessus de 1929

JAPON	+ 69%	NORVÈGE	+ 28%
LETTONIE	+ 56%	ROYAUME-UNI	+ 24%
SUÈDE	+ 49%	ALLEMAGNE	+ 17%
FINLANDE	+ 49%	AUTRICHE	+ 6%
ESTHONIE	+ 39%		
DANEMARK	+ 34%		

Le dessous de 1929

CANADA	+ 05%
ITALIE	+ 1%
TCHÉCOSLOVAQUIE	+ 4%
ÉTATS-UNIS	+ 8%
PAYS-BAS	+ 9%
BELGIQUE	+ 13%
POLOGNE	+ 15%
FRANCE	+ 17%

L'indice mondial de la production industrielle (non compris la Russie) dépassait en 1937 de 2% le niveau de 1929.

(Copyright « Revell du Nord » et « Opéra Mundi »).

LA VIE DANS LE MONDE EN CHIFFRES ET EN IMAGES

La Production Industrielle en 1937

Par rapport à 1929, on a vu le GRAND SAUT de la production industrielle en 1937. Le niveau de 1929 est dépassé en 1937 de 2%.

Le dessus de 1929

JAPON	+ 69%	NORVÈGE	+ 28%
LETTONIE	+ 56%	ROYAUME-UNI	+ 24%
SUÈDE	+ 49%	ALLEMAGNE	+ 17%
FINLANDE	+ 49%	AUTRICHE	+ 6%
ESTHONIE	+ 39%		
DANEMARK	+ 34%		

Le dessous de 1929

CANADA	+ 05%
ITALIE	+ 1%
TCHÉCOSLOVAQUIE	+ 4%
ÉTATS-UNIS	+ 8%
PAYS-BAS	+ 9%
BELGIQUE	+ 13%
POLOGNE	+ 15%
FRANCE	+ 17%

L'indice mondial de la production industrielle (non compris la Russie) dépassait en 1937 de 2% le niveau de 1929.

(Copyright « Revell du Nord » et « Opéra Mundi »).

Une réunion de la Fédération du Nord et de l'Union Fédérale des A. C. a eu lieu, hier, à Douai



Les Membres du Comité de l'Union des Poilus et de l'Union Fédérale des A. C. à Douai.

Elle, à 15 h., eut lieu au siège de l'Union des Poilus, une réunion de propagande organisée par la Fédération du Nord de l'Union Fédérale. La salle était remplie.

Le discours de M. Georges Parenty président de l'Union des Poilus

Après avoir souhaité la bienvenue au président de la Fédération du Nord de l'Union Fédérale, M. Balavoine, aux vice-présidents Gillard d'Haumont, Casel de Lille, à M. Camuset de Cambrai et à Stragier, des jeunes de l'Union Fédérale, Duthoit, de Lambert et Donnadieu de Jeumont M Parenty exprime sa grande satisfaction de voir depuis janvier l'Union des Poilus de Douai enfin rattachée à l'Union Fédérale, le plus important groupement d'Anciens Combattants et de Victimes de la guerre, dont la situation est toujours restée la même et qui, si elle n'est pas reconnue et en être fier, occupe une place éminente dans les milieux Anciens Combattants.

« L'Union Fédérale est une œuvre de politique, déclare ensuite M. Parenty. Il y a incompatibilité absolue entre les fonctions d'administrateur et tout mandat électoral. C'est pourquoi, c'est une loi du 9 juillet 1937 qui a définitivement réglé la question.

Pour les blessures de guerre ou par le fait ou à l'occasion du service, constatées régulièrement par des documents émanant de l'autorité militaire, il n'y a pas de limitation de délai.

Pour les maladies contractées ou aggravées dans une formation donnant droit à la carte de combattant, ou en captivité, ayant été régulièrement constatées le délai de mise en instance est prorogé jusqu'au 31 décembre.

A retenir que ceux dont les demandes de pension ont été rejetées par décision ministérielle ou par décision de justice peuvent impugner les décisions rendues par la Commission de la Nation, ou en captivité, ayant été régulièrement constatées le délai de mise en instance est prorogé jusqu'au 31 décembre.

SITUATION DES OUVRIERS MINEURS MUTILES ET ANCIENS COMBATTANTS

L'Union Fédérale, qui compte de nombreux groupements dans les départements du Nord et de l'Union Fédérale des A. C. et qui, aux yeux du grand public, est la Fédération des anciens combattants dans le pays le prestige des Anciens Combattants.

Le président Parenty fait ensuite savoir que par décret du 2 mai 1938 sur le budget, le Gouvernement qui vient de prendre le pouvoir a supprimé purement et simplement la Caisse de Pensions, dont la création ne pouvait que compromettre la création sacrée et privilégiée des victimes de la guerre et la retraite du combattant. La charge des pensions de guerre et de la retraite du combattant est, enfin réintégrée dans le budget et c'est l'état qui en assure désormais le paiement.

Charge de traiter les questions intéressant les victimes de la guerre et anciens combattants sujet extrêmement vaste le président Parenty se bornera à l'étude de deux points. La prolongation du délai de mise en instance de pension et la situation des ouvriers mineurs anciens combattants et mutilés.

LA PROLONGATION DES DÉLAIS DE MISE EN INSTANCE DE PENSION. Depuis le 31 décembre 1932, les victimes

de la guerre n'avaient plus la possibilité de former demande de pension.

Une loi d'attente du 31 décembre 1934 avait bien prorogé les délais jusqu'au 11 novembre 1936, mais en ce qui concerne seulement les blessures. Un décret du 30 octobre 1935, aussi d'attente, avait ensuite prorogé le délai jusqu'au 30 juin 1936, non seulement pour les blessures mais aussi pour les maladies, mais E. des conditions déterminées. Et c'est une loi du 9 juillet 1937 qui a définitivement réglé la question.

Pour les blessures de guerre ou par le fait ou à l'occasion du service, constatées régulièrement par des documents émanant de l'autorité militaire, il n'y a pas de limitation de délai.

Pour les maladies contractées ou aggravées dans une formation donnant droit à la carte de combattant, ou en captivité, ayant été régulièrement constatées le délai de mise en instance est prorogé jusqu'au 31 décembre.

A retenir que ceux dont les demandes de pension ont été rejetées par décision ministérielle ou par décision de justice peuvent impugner les décisions rendues par la Commission de la Nation, ou en captivité, ayant été régulièrement constatées le délai de mise en instance est prorogé jusqu'au 31 décembre.

de reprendre leur emploi souterrain après leur démobilisation :

1° Que les avantages accordés par la loi du 14 avril 1924 (article 79), aux fonctionnaires et employés civils anciens combattants soient étendus aux mineurs qui la guerre a arraché à la mine et dont les versements sont perdus parce qu'ils n'ont pas pu atteindre l'âge de la retraite ni les 15 ans requis pour la retraite proportionnelle ;

2° Que les années de service militaire d'avant guerre soient comptées pour les mineurs comme années de service mineur, afin que cesse cette injustice qui aboutit à donner une retraite plus élevée aux mineurs qui n'ont pas fait de service militaire légal avant guerre et qui n'ont pas passé une seule journée au front pendant la guerre 1914-1918 ;

3° Que la carte du combattant soit attribuée aux mineurs mobilisés dans les mines du Pas-de-Calais à proximité immédiate du front et où des centaines de ces ouvriers furent tués par obus et par bombes. Dans certaines mines, il y eut même des combats contre des soldats allemands ayant pénétré dans les galeries souterraines.

Sur la demande l'Union Fédérale, ces questions sont à l'étude dans les ministères intéressés et il y a tout lieu d'es-

per qu'elles recevront sous peu une solution favorable pour l'ouvrier mineur.

Discours du secrétaire Marcel Fostier

M. Fostier parle de la situation actuelle de l'Union des Poilus et particulièrement de ses effectifs. Il rappelle qu'en janvier dernier, au cours d'une réunion du Comité d'administration, ce dernier a été reorganisé et que des Commissions ont été créées : commission de fêtes ; commission de secours, commission administrative ; section de mutilés ; section de veuves de guerre.

La Commission administrative s'est occupée de la propagande et il se rapporte au résultat de ses travaux.

Pour Douai, 31 adhésions ; section de mutilés, 7 adhésions, et en tenant compte des membres titulaires d'une pension d'invalidité, cette section compte 30 membres. Veuves de guerre, 2 adhésions.

Pour l'arrondissement, l'Union des Poilus a décidé de désigner un délégué par commune, le travail vient de commencer et a déjà porté ses fruits :

Cunty, délégué Achille Masingue, 21 adhésions. Aubry, délégué Legach, 2 adhésions. Lailly, délégué Couvreur, 2 adhésions. Erre délégué Pot, 2 adhésions.

L'effectif actuel de l'Union des Poilus qui était de 1.285 en janvier, est passé à 1.349 membres.

Revananches matérielles

Dans leur réunion à Lille du 24 avril, les délégués de l'Union Fédérale ont adopté un certain nombre de résolutions que nous avons reproduites dans notre numéro du 25, et qui ont trait au statut des grands invalides, au rajustement des pensions, aux impôts fonctionnels et aux blessés de la tête, aux aliésés, aux veuves de guerre, aux ascendants, à la carte du combattant, au droit au travail des A. C. et des Jeunes.

Autres résolutions ont été adoptées concernant les points suivants :

— Notification des décisions ministérielles.

— Fixation d'un délai maximum de six mois pour la solution des demandes de pension, à dater des propositions des Commissions de réformes.

Pensions, forclusion. — 1° Renvoi 1936 de la loi sur la retraite des anciens combattants de la forclusion depuis le 1er juillet 1936 par la loi du 9 juillet 1937, devant une Commission de réforme pour statuer ;

2° Rétablissement des droits des anciens combattants de réforme de toute demande postérieure au 1er juillet 1936 pour examen et proposition.

— Allocation d'assistance ou de chômage.

— Les pensions et la retraite devraient rester en dehors de tout décompte des ressources et revenus de la Nation, et l'on ne devrait pas en faire état pour restreindre l'attribution d'allocations ou majorations.

— Coupons de pension préimés. — Suppression de la prescription d'un an qui frappe les droits des orphelins de guerre dont les tuteurs ont oublié de toucher les coupons de pension pendant un temps normal.

— Fonctionnaires anciens combattants. — 1° Renvoi à l'étude des questions relatives à la forclusion depuis le 1er juillet 1936 par la loi du 9 juillet 1937, qui ont supprimé les seuls fonctionnaires anciens combattants les majorations pour enfants.

2° Rétablissement des fonctionnaires A. C. et victimes de guerre.

Retraite et carte du combattant. — 1° Abaissement de l'âge de la retraite pour les A. C. titulaires de la carte du combattant d'un certain pourcentage variant suivant l'âge, à l'exemple de ce qui est fait pour les ascendants ;

2° Remplacement des cartes du combattant dont la durée de validité est expirée ou va l'être, par des cartes définitives d'ancienneté non soumises au renouvellement quinquennal ;

3° Fixation d'un délai maximum de six mois pour la solution des demandes de carte du combattant faites au titre de l'article 4.

Transport par route. — Application aux transports par autobus des réductions accordées sur les chemins de fer aux mutilés de guerre.

Emplois réservés. — 1° Titularisation dans leur emploi de tous les mutilés de

guerre classés aux emplois réservés qui sont depuis plus de six mois ouverts ou supposés dans les administrations ou dans les entreprises de l'Etat en qualité d'auxiliaires même temporaires ;

2° Obligation pour les administrations de l'Etat de ne plus employer candidats classés des déplacements coûteux dans des localités éloignées lorsqu'il s'agit de mutuels de guerre ; modification en ce sens de la loi du 30 janvier 1923. Trop souvent rendue inopérante par les administrations ;

3° Respect de la loi du 30 janvier 1923 par les hauts fonctionnaires qui ne déclarent pas les vacances d'emplois ;

Auxiliaires de l'Etat anciens combattants. — 1° Extension aux auxiliaires de l'Etat même temporaires des lois sociales (droit syndical, contrat collectif) ;

2° Titularisation dans leur emploi des auxiliaires de l'Etat anciens combattants et s'ils justifient de cinq ans de service militaire ou civil. Cette titularisation devant s'effectuer par ailleurs compte tenu de l'ancienneté et des charges de famille ;

3° Reclassement des auxiliaires même temporaires anciens combattants dans d'autres établissements ou administrations sur leur emploi actuel venant à être supprimé.

L'office départemental

M. Paul Cassel, secrétaire général de l'Office Départemental des Mutilés, Combattants, Victimes de la Guerre et Pupilles de la Nation, a tenu le 24 avril à Douai un jour invité à leur assemblée générale ; il se félicita de la collaboration en ce sens de tous les travailleurs de l'Office qui dirige.

Parlant de la fusion des Offices, dont les résultats au bout de trois années sont marqués par des réalisations pratiques, il précise que c'est le même esprit de groupements nationaux qu'elle a été opérée. Il était nécessaire, en effet d'harmoniser les méthodes de travail de l'Office des Pupilles de la Nation avec celles en pratique dans les Comités de Mutilés et de Combattants. Qu'on le veuille ou non, les résultats de l'application de la loi en vigueur, sont des plus appréciables ; les Pupilles de la Nation devenus majeurs ont, en particulier, bénéficié d'avantages que leur statut jusque-là ne leur avait pas eus. On tend, de plus en plus, à leur accorder des facilités qui atténuent les difficultés qu'ils doivent surmonter lors de leur installation dans la vie civile. Notamment, une disposition toute récente en faveur des orphelins de guerre complète et des pupilles de la Nation dont les parents sont décédés de la puissance paternelle va favoriser l'entrée en ménage de ceux-ci et les mettront à l'abri de la misère en cas de veuvage. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est bien regrettable que ces cas douloureux n'aient pas été pris plus tôt en considération.

Le discours de M. Cassel, qui tous les A. C. et victimes de guerre connaissent dans le Nord et qui leur a rendu de grands services, est très chaleureusement applaudi.

(LIRE LA SUITE EN NEUVIÈME PAGE)

Les ongles et l'anémie

— Dis-moi, Jacqueline ton vernis à ongles ne te les rend pas cassants ? Je me frotte de la crème que tu me donnes et mes ongles se cassent continuellement, c'est très vilain, on dirait que je suis rongée !

— Ma petite Georgette, je vais t'expliquer, cela ne vient pas du vernis, mais de ton état général qui fait que tes ongles ne sont pas assez résistants. En principe, quand les ongles sont cassants, c'est qu'on est anémique. Mange donc davantage des plats sucrés. Le sucre est un fortifiant de premier ordre, c'est donc un remède efficace de l'anémie et, dans le cas qui nous occupe, c'est indirectement bien entendu, un produit de beauté !

9202

Elle dit :

“ Je crains les changements de saison...”

Elle ne connaît pas la QUINTONINE

COMBIEN de personnes sont comme vous en cette saison : à la fois nerveuses et déprimées, sans appétit, sans bon sommeil, la tête lourde ou vide, avec, par-dessus tout cela, une pénible sensation d'épuisement. Votre organisme vous avertit ainsi qu'il a besoin d'un secours. Vous trouverez ce secours dans la Quintonine.

La Quintonine (Avis plantes différentes et du glycérophosphate) ramène promptement les forces chez les

sujets les plus déprimés. Elle vous rendra indifférent aux changements de saison, à la fatigue, au surmenage, etc.

Mode d'emploi : Verser le contenu du flacon de Quintonine dans un litre de vin et prendre un verre à madère avant chaque repas. C'est simple, salubre et délicieux.

UNE PREUVE : “ Je me trouvais déprimée et sans forces. J'ai pris de votre merveilleux fortifiant. Grâce à la Quintonine, je me sens tout à fait bien et j'ai repris mon travail qui est bien pénible, car je fais des ménages toute la journée.”

Mme ROSA,
111, Bd. de Ménilmontant, Paris

QUINTONINE 5fr75

donne bonne mine

JEF A. CARRE

Toutes pharmacies le flacon

9438

per qu'elles recevront sous peu une solution favorable pour l'ouvrier mineur.

Discours du secrétaire Marcel Fostier

M. Fostier parle de la situation actuelle de l'Union des Poilus et particulièrement de ses effectifs. Il rappelle qu'en janvier dernier, au cours d'une réunion du Comité d'administration, ce dernier a été reorganisé et que des Commissions ont été créées : commission de fêtes ; commission de secours, commission administrative ; section de mutilés ; section de veuves de guerre.

La Commission administrative s'est occupée de la propagande et il se rapporte au résultat de ses travaux.

Pour Douai, 31 adhésions ; section de mutilés, 7 adhésions, et en tenant compte des membres titulaires d'une pension d'invalidité, cette section compte 30 membres. Veuves de guerre, 2 adhésions.

Pour l'arrondissement, l'Union des Poilus a décidé de désigner un délégué par commune, le travail vient de commencer et a déjà porté ses fruits :

Cunty, délégué Achille Masingue, 21 adhésions. Aubry, délégué Legach, 2 adhésions. Lailly, délégué Couvreur, 2 adhésions. Erre délégué Pot, 2 adhésions.

L'effectif actuel de l'Union des Poilus qui était de 1.285 en janvier, est passé à 1.349 membres.

Revananches matérielles

Dans leur réunion à Lille du 24 avril, les délégués de l'Union Fédérale ont adopté un certain nombre de résolutions que nous avons reproduites dans notre numéro du 25, et qui ont trait au statut des grands invalides, au rajustement des pensions, aux impôts fonctionnels et aux blessés de la tête, aux aliésés, aux veuves de guerre, aux ascendants, à la carte du combattant, au droit au travail des A. C. et des Jeunes.

Autres résolutions ont été adoptées concernant les points suivants :

— Notification des décisions ministérielles.

— Fixation d'un délai maximum de six mois pour la solution des demandes de pension, à dater des propositions des Commissions de réformes.

Pensions, forclusion. — 1° Renvoi 1936 de la loi sur la retraite des anciens combattants de la forclusion depuis le 1er juillet 1936 par la loi du 9 juillet 1937, devant une Commission de réforme pour statuer ;

2° Rétablissement des droits des anciens combattants de réforme de toute demande postérieure au 1er juillet 1936 pour examen et proposition.

— Allocation d'assistance ou de chômage.

— Les pensions et la retraite devraient rester en dehors de tout décompte des ressources et revenus de la Nation, et l'on ne devrait pas en faire état pour restreindre l'attribution d'allocations ou majorations.

— Coupons de pension préimés. — Suppression de la prescription d'un an qui frappe les droits des orphelins de guerre dont les tuteurs ont oublié de toucher les coupons de pension pendant un temps normal.

— Fonctionnaires anciens combattants. — 1° Renvoi à l'étude des questions relatives à la forclusion depuis le 1er juillet 1936 par la loi du 9 juillet 1937, qui ont supprimé les seuls fonctionnaires anciens combattants les majorations pour enfants.

2° Rétablissement des fonctionnaires A. C. et victimes de guerre.

Retraite et carte du combattant. — 1° Abaissement de l'âge de la retraite pour les A. C. titulaires de la carte du combattant d'un certain pourcentage variant suivant l'âge, à l'exemple de ce qui est fait pour les ascendants ;

2° Remplacement des cartes du combattant dont la durée de validité est expirée ou va l'être, par des cartes définitives d'ancienneté non soumises au renouvellement quinquennal ;

3° Fixation d'un délai maximum de six mois pour la solution des demandes de carte du combattant faites au titre de l'article 4.

Transport par route. — Application aux transports par autobus des réductions accordées sur les chemins de fer aux mutilés de guerre.

Emplois réservés. — 1° Titularisation dans leur emploi de tous les mutilés de

guerre classés aux emplois réservés qui sont depuis plus de six mois ouverts ou supposés dans les administrations ou dans les entreprises de l'Etat en qualité d'auxiliaires même temporaires ;

2° Obligation pour les administrations de l'Etat de ne plus employer candidats classés des déplacements coûteux dans des localités éloignées lorsqu'il s'agit de mutuels de guerre ; modification en ce sens de la loi du 30 janvier 1923. Trop souvent rendue inopérante par les administrations ;

3° Respect de la loi du 30 janvier 1923 par les hauts fonctionnaires qui ne déclarent pas les vacances d'emplois ;

Auxiliaires de l'Etat anciens combattants. — 1° Extension aux auxiliaires de l'Etat même temporaires des lois sociales (droit syndical, contrat collectif) ;

2° Titularisation dans leur emploi des auxiliaires de l'Etat anciens combattants et s'ils justifient de cinq ans de service militaire ou civil. Cette titularisation devant s'effectuer par ailleurs compte tenu de l'ancienneté et des charges de famille ;

3° Reclassement des auxiliaires même temporaires anciens combattants dans d'autres établissements ou administrations sur leur emploi actuel venant à être supprimé.

L'office départemental

M. Paul Cassel, secrétaire général de l'Office Départemental des Mutilés, Combattants, Victimes de la Guerre et Pupilles de la Nation, a tenu le 24 avril à Douai un jour invité à leur assemblée générale ; il se félicita de la collaboration en ce sens de tous les travailleurs de l'Office qui dirige.

Parlant de la fusion des Offices, dont les résultats au bout de trois années sont marqués par des réalisations pratiques, il précise que c'est le même esprit de groupements nationaux qu'elle a été opérée. Il était nécessaire, en effet d'harmoniser les méthodes de travail de l'Office des Pupilles de la Nation avec celles en pratique dans les Comités de Mutilés et de Combattants. Qu'on le veuille ou non, les résultats de l'application de la loi en vigueur, sont des plus appréciables ; les Pupilles de la Nation devenus majeurs ont, en particulier, bénéficié d'avantages que leur statut jusque-là ne leur avait pas eus. On tend, de plus en plus, à leur accorder des facilités qui atténuent les difficultés qu'ils doivent surmonter lors de leur installation dans la vie civile. Notamment, une disposition toute récente en faveur des orphelins de guerre complète et des pupilles de la Nation dont les parents sont décédés de la puissance paternelle va favoriser l'entrée en ménage de ceux-ci et les mettront à l'abri de la misère en cas de veuvage. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est bien regrettable que ces cas douloureux n'aient pas été pris plus tôt en considération.

Le discours de M. Cassel, qui tous les A. C. et victimes de guerre connaissent dans le Nord et qui leur a rendu de grands services, est très chaleureusement applaudi.

(LIRE LA SUITE EN NEUVIÈME PAGE)

Les ongles et l'anémie

— Dis-moi, Jacqueline ton vernis à ongles ne te les rend pas cassants ? Je me frotte de la crème que tu me donnes et mes ongles se cassent continuellement, c'est très vilain, on dirait que je suis rongée !

— Ma petite Georgette, je vais t'expliquer, cela ne vient pas du vernis, mais de ton état général qui fait que tes ongles ne sont pas assez résistants. En principe, quand les ongles sont cassants, c'est qu'on est anémique. Mange donc davantage des plats sucrés. Le sucre est un fortifiant de premier ordre, c'est donc un remède efficace de l'anémie et, dans le cas qui nous occupe, c'est indirectement bien entendu, un produit de beauté !

9202

Elle dit :

“ Je crains les changements de saison...”

Elle ne connaît pas la QUINTONINE

COMBIEN de personnes sont comme vous en cette saison : à la fois nerveuses et déprimées, sans appétit, sans bon sommeil, la tête lourde ou vide, avec, par-dessus tout cela, une pénible sensation d'épuisement. Votre organisme vous avertit ainsi qu'il a besoin d'un secours. Vous trouverez ce secours dans la Quintonine.

La Quintonine (Avis plantes différentes et du glycérophosphate) ramène promptement les forces chez les

sujets les plus déprimés. Elle vous rendra indifférent aux changements de saison, à la fatigue, au surmenage, etc.

Mode d'emploi : Verser le contenu du flacon de Quintonine dans un litre de vin et prendre un verre à madère avant chaque repas. C'est simple, salubre et délicieux.

UNE PREUVE : “ Je me trouvais déprimée et sans forces. J'ai pris de votre merveilleux fortifiant. Grâce à la Quintonine, je me sens tout à fait bien et j'ai repris mon travail qui est bien pénible, car je fais des ménages toute la journée.”

Mme ROSA,
111, Bd. de Ménilmontant, Paris

QUINTONINE 5fr75

donne bonne mine

JEF A. CARRE

Toutes pharmacies le flacon

9438

per qu'elles recevront sous peu une solution favorable pour l'ouvrier mineur.

Discours du secrétaire Marcel Fostier

M. Fostier parle de la situation actuelle de l'Union des Poilus et particulièrement de ses effectifs. Il rappelle qu'en janvier dernier, au cours d'une réunion du Comité d'administration, ce dernier a été reorganisé et que des Commissions ont été créées : commission de fêtes ; commission de secours, commission administrative ; section de mutilés ; section de veuves de guerre.

La Commission administrative s'est occupée de la propagande et il se rapporte au résultat de ses travaux.

Pour Douai, 31 adhésions ; section de mutilés, 7 adhésions, et en tenant compte des membres titulaires d'une pension d'invalidité, cette section compte 30 membres. Veuves de guerre, 2 adhésions.

Pour l'arrondissement, l'Union des Poilus a décidé de désigner un délégué par commune, le travail vient de commencer et a déjà porté ses fruits :

Cunty, délégué Achille Masingue, 21 adhésions. Aubry, délégué Legach, 2 adhésions. Lailly, délégué Couvreur, 2 adhésions. Erre délégué Pot, 2 adhésions.

L'effectif actuel de l'Union des Poilus qui était de 1.285 en janvier, est passé à 1.349 membres.

Revananches matérielles

Dans leur réunion à Lille du 24 avril, les délégués de l'Union Fédérale ont adopté un certain nombre de résolutions que nous avons reproduites dans notre numéro du 25, et qui ont trait au statut des grands invalides, au rajustement des pensions, aux impôts fonctionnels et aux blessés de la tête, aux aliésés, aux veuves de guerre, aux ascendants, à la carte du combattant, au droit au travail des A. C. et des Jeunes.

Autres résolutions ont été adoptées concernant les points suivants :

— Notification des décisions ministérielles.

— Fixation d'un délai maximum de six mois pour la solution des demandes de pension, à dater des propositions des Commissions de réformes.

Pensions, forclusion. — 1° Renvoi 1936 de la loi sur la retraite des anciens combattants de la forclusion depuis le 1er juillet 1936 par la loi du 9 juillet 1937, devant une Commission de réforme pour statuer ;

2° Rétablissement des droits des anciens combattants de réforme de toute demande postérieure au 1er juillet 1936 pour examen et proposition.

— Allocation d'assistance ou de chômage.

— Les pensions et la retraite devraient rester en dehors de tout décompte des ressources et revenus de la Nation, et l'on ne devrait pas en faire état pour restreindre l'attribution d'allocations ou majorations.

— Coupons de pension préimés. — Suppression de la prescription d'un an qui frappe les droits des orphelins de guerre dont les tuteurs ont oublié de toucher les coupons de pension pendant un temps normal.

— Fonctionnaires anciens combattants. — 1° Renvoi à l'étude des questions relatives à la forclusion depuis le 1er juillet 1936 par la loi du 9 juillet 1937, qui ont supprimé les seuls fonctionnaires anciens combattants